

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204558]

**31 AOUT 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne les conditions de distribution publique d'eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles D.197 à D.200, D.202, D.204 et D.232;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu le rapport du 4 février 2016 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 25 février 2016;

Vu l'avis 59.448/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 juin 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les articles R.270bis, R.270bis-1, R.270bis-2, R.270bis-3, R.270bis-4, R.270bis-7, R.270bis-11 et R.270bis-15 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les mots "le propriétaire" remplacent les mots "l'abonné".

**Art. 2.** A l'article R.270bis-1 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 4, les mots "Dans le cas de circonstances techniques dûment justifiées, le distributeur" sont remplacés par les mots "Le distributeur";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 5, les mots "et accessible librement à tous les usagers" sont insérés entre les mots "unique" et "pour";

3<sup>o</sup> il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A l'intérieur des bâtiments, la canalisation en amont du compteur d'eau est en tout temps visible sur toute sa longueur pour permettre l'exécution aisée des travaux d'entretien, de réparation ou de remplacement. Lorsqu'une loge à compteur est installée, celle-ci reste libre d'accès en tout temps.

En vue de préserver l'intégrité du raccordement et du compteur, il est interdit à l'utilisateur ou au propriétaire de démonter, déplacer, modifier ou réparer un élément quelconque du raccordement établi par le distributeur. Les réparations à effectuer sur la partie du raccordement appartenant au distributeur, suite à un mauvais usage du propriétaire, sont à charge de celui-ci.

Les installations intérieures sont réalisées en tenant compte de la qualité d'eau de distribution. »

**Art. 3.** L'article R.270bis-2 du même Livre est remplacé par ce qui suit :

« Art.R.270bis-2. Le distributeur détermine le type et le calibre du compteur en fonction des besoins du propriétaire ou de l'utilisateur et des prescriptions techniques.

Le demandeur transmet les informations les plus précises possibles sur ses besoins en eau présents et futurs. Pour les compteurs dont le diamètre nominal est supérieur ou égal à vingt-cinq millimètres, le distributeur peut appliquer une location de compteur.

Le dimensionnement tient également compte des caractéristiques du réseau de distribution existant et du tracé du raccordement. »

**Art. 4.** L'article R.270bis-3 du même Livre est complété par la phrase suivante :

« Le distributeur peut concevoir le double raccordement en ne prévoyant qu'une prise sur la conduite-mère. Dans cette seule hypothèse, la conception du raccordement incendie évitera toute altération de la qualité de l'eau délivrée par le raccordement destiné à la consommation humaine par l'installation, au minimum d'un clapet anti-retour agréé installé sur le départ de la branche incendie. »

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. A l'article R.270bis-5, alinéa 1<sup>er</sup>, second tiret, du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots "à la date du changement de propriétaire" sont introduits entre les mots "index" et "sur";

- les mots "ou de solliciter au même moment un relevé par un agent du distributeur" sont supprimés.

§ 2. L'article R.270bis-5 du même Livre est complété par un alinéa 2 libellé comme suit :

« Tout usager informe le distributeur de la date de son entrée ou de sa sortie dans un immeuble raccordé ainsi que de l'index du compteur à cette date et ce, dans les huit jours calendriers. »

**Art. 6.** A l'article R.270bis-6 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots "R.270bis-13" sont insérés entre le mot "articles" et les mots "R.314";

2<sup>o</sup> l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le distributeur effectue le relevé des raccordements qui ne répondent pas aux conditions d'un approvisionnement régulier. »

**Art. 7.** A l'article R.270bis-10 du même Livre, les mots "d'expédition" sont abrogés.

**Art. 8.** A l'article R.270bis-11 du même Livre, les mots "d'expédition" sont abrogés.

**Art. 9.** L'article R.270bis-13 du même Livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. 270bis-13. A défaut de paiement dans le délai fixé par la mise en demeure, les sommes dues peuvent être augmentées de plein droit des intérêts légaux à l'expiration du délai fixé.

Le distributeur peut utiliser toutes les voies de droit pour recouvrer sa créance, en ce compris la limitation du débit fourni à l'utilisateur.

Un limiteur de débit peut être posé moyennant le respect des conditions suivantes :

- en cas de persistance du défaut de paiement, le débiteur est prévenu par courrier du risque de limitation de débit dans un minimum de trente jours calendrier à compter de la date du courrier;

- concomitamment, le distributeur prévient par écrit le CPAS;

- sans engagement raisonnable du débiteur ou du CPAS quant à l'apurement de la dette et ce, dans un délai de trente jours calendrier à compter de la date du courrier visé au 1<sup>er</sup> tiret, le distributeur peut poursuivre la procédure de pose d'un limiteur de débit; il informe le débiteur de sa décision de poser un limiteur de débit et de ses modalités d'exécution;

- le distributeur a sept jours calendrier pour retirer le limiteur de débit après le paiement total des sommes dues. »

**Art. 10.** Dans l'article 270bis-17, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005, les mots "en Région wallonne à destination des abonnés et des usagers" sont supprimés.

**Art. 11.** A l'article R.270bis-18 du même Livre, les mots "ainsi que R.270bis-13" sont insérés entre les mots "11" et "du présent Chapitre".

**Art. 12.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 août 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/204558]

#### 31. AUGUST 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, hinsichtlich der Bedingungen der öffentlichen Wasserversorgung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.197 bis D.200, D.202, D.204 und D.232;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Berichts vom 4. Februar 2016, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 25. Februar 2016 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 20. Juni 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.448/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In den Artikeln R.270bis, R.270bis-1, R.270bis-2, R.270bis-3, R.270bis-4, R.270bis-7, R.270bis-11 und R.270bis-15 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird das Wort "Abonnent(en)" bzw. "Abnehmer(s)" durch "Eigentümer(s)" ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel R.270bis-1 desselben Buches werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in Absatz 4 wird der Satz "Im Falle von ordnungsgemäß begründeten technischen Umständen kann die Versorgungsgesellschaft im Einvernehmen mit dem Verbraucher von diesem Grundsatz abweichen" durch "Die Versorgungsgesellschaft kann im Einvernehmen mit dem Verbraucher von diesem Grundsatz abweichen" ersetzt;

2° in Absatz 5 werden die Wörter "eines einzigen technischen Raumes" durch "eines einzigen, allen Benutzern zugänglichen technischen Raumes" ersetzt;

3° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Im Innern der Gebäude ist die Leitung vor dem Wasserzähler jederzeit auf ihrer gesamten Länge sichtbar, um eine einfache Durchführung der Wartungs-, Reparatur- oder Austauscharbeiten zu ermöglichen. Wenn es einen Zählerplatz gibt, muss dieser stets frei zugänglich sein.

Um die Unversehrtheit des Anschlusses und des Zählers zu sichern, ist es dem Benutzer oder dem Eigentümer untersagt, irgendein Bauteil des von der Versorgungsgesellschaft eingerichteten Anschlusses zu demontieren, zu bewegen, abzuändern oder zu reparieren. Die auf dem Teil des Anschlusses, der der Versorgungsgesellschaft gehört, vorzunehmenden Reparaturen anschließend an eine schlechte Nutzung seitens des Eigentümers gehen zu Lasten des Letzteren.

Die Inneninstallationen werden unter Berücksichtigung der Qualität des Versorgungswassers durchgeführt.»

**Art. 3** - Artikel R.270bis-2 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art.R.270bis-2 - Die Versorgungsgesellschaft bestimmt den Typ und die Größe des Zählers unter Berücksichtigung der Bedürfnisse des Eigentümers oder des Benutzers und der technischen Vorschriften.

Der Antragsteller übermittelt möglichst genaue Informationen über seinen gegenwärtigen und zukünftigen Wasserbedarf. Wenn der Zähler einen Nenndurchmesser von mindestens 25 Millimeter aufweist, kann die Versorgungsgesellschaft ihn vermieten.

Bei der Dimensionierung werden ebenfalls die Eigenschaften des bestehenden Versorgungsnetzes und die Trasse des Anschlusses berücksichtigt.»

**Art. 4** - Artikel R.270bis-3 desselben Buches wird um folgenden Satz ergänzt:

«Die Versorgungsgesellschaft kann den doppelten Anschluss planen, indem sie nur eine Anschlussstelle auf der Hauptleitung vorsieht. In dieser einzigen Annahme wird bei der Planung des Anschlusses für Brände jegliche Beeinträchtigung der Qualität des durch den für den menschlichen Verbrauch bestimmten Anschluss ausgeteilten Wassers vermieden, indem mindestens ein zugelassenes Rücklaufventil am Anfang der Abzweigung für Brände angebracht wird.»

**Art. 5** - § 1 - In Artikel R.270bis-5 Absatz 1, 2. Gedankenstrich desselben Buches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- die Wörter "am Datum des Wechsels des Eigentümers" werden zwischen "Zählerstände" und "auf der Grundlage" eingefügt;

- die Wörter "oder gleichzeitig eine Zählerablesung durch einen Bediensteten der Versorgungsgesellschaft beantragen" werden abgeschafft.

§ 2 - Artikel R.270bis-5 desselben Buches wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Jeder Benutzer informiert die Versorgungsgesellschaft binnen acht Kalendertagen über das Datum, an dem er in ein angeschlossenes Gebäude einzieht, oder aus diesem Gebäude auszieht, sowie über den Indexwert des Zählers an diesem Datum.»

**Art. 6** - In Artikel R.270bis-6 desselben Buches werden folgende Abänderungen angebracht:

2° In Absatz 2 werden die Wörter "R.270bis-13," zwischen "Artikeln" und "R.314" eingefügt.

2° Absatz 4 wird durch das Folgende ersetzt:

«Die Versorgungsgesellschaft listet die Anschlüsse auf, die den für eine regelmäßige Versorgung erforderlichen Bedingungen nicht genügen.»

**Art. 7** - In Artikel R.270bis-10 desselben Buches werden die Wörter "Einsenddatum der Rechnung" durch "Rechnungsdatum" ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel R.270bis-11 desselben Buches werden die Wörter "Einsenddatum der Rechnung" durch "Rechnungsdatum" ersetzt.

**Art. 9** - Artikel R.270bis-13 desselben Buches wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 270bis-13 - Bei Nichtzahlung innerhalb der in der Inverzugsetzung festgesetzten Frist können die geschuldeten Beträge bei Ablauf der festgesetzten Frist von Rechts wegen um die gesetzlichen Zinsen erhöht werden.

Die Versorgungsgesellschaft kann von allen Rechtsmitteln Gebrauch machen, um ihre Forderung beizutreiben, einschließlich der Begrenzung des dem Benutzer gelieferten Wasserdurchflusses.

Ein Durchflussbegrenzer kann angebracht werden, insofern folgende Bedingungen beachtet werden:

- wenn der Zahlungsausfall weiter anhält, wird dem Schuldner ein Schreiben zugeschickt, in dem er auf die Gefahr einer Begrenzung des Wasserdurchflusses innerhalb von mindestens dreißig Tagen ab dem Datum dieses Schreibens hingewiesen wird;

- gleichzeitig informiert die Versorgungsgesellschaft schriftlich das Öffentliche Sozialhilfezentrum;

- in Ermangelung einer vernünftigen Verpflichtung zur Tilgung der Schuld seitens des Schuldners oder des Sozialhilfezentrums kann die Versorgungsgesellschaft binnen einer Frist von dreißig Kalendertagen ab dem Datum des im ersten Gedankenstrich erwähnten Schreibens das Verfahren zum Anbringen eines Durchflussbegrenzers fortführen; die Versorgungsgesellschaft informiert den Schuldner über ihre Entscheidung, einen Durchflussbegrenzer anzubringen, und über die entsprechenden Durchführungsmodalitäten;

- die Versorgungsgesellschaft verfügt über sieben Kalendertage, um den Durchflussbegrenzer zu entfernen, nachdem die Gesamtheit der geschuldeten Beträge beglichen worden ist.»

**Art. 10** - In Artikel 270bis-17, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2005, werden die Wörter "in der wallonischen Region für die Abonnenten und Verbraucher" gestrichen.

**Art. 11** - In Artikel R.270bis-18 desselben Buches werden die Wörter "sowie R.270bis-13" zwischen "R.270bis-11" und "des vorliegenden Kapitels" eingefügt.

**Art. 12** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. August 2016

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz  
C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204558]

**31 AUGUSTUS 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft de voorwaarden voor de openbare waterdistributie**

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.197 tot D.200, D.202, D.204 en D.232;

Gelet op het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het rapport van 4 februari 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 25 februari 2016;

Gelet op advies van de Raad van State nr. 59.448/4, gegeven op 20 juni 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de artikelen R.270bis, R.270bis-1, R270bis-2, R270bis-3, R270bis-4, R270bis-7, R270bis-11 en R270bis-15 van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de woorden "de abonnee" vervangen door de woorden "de eigenaar".

**Art. 2.** In artikel R.270bis-1 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het vierde lid, worden de woorden "In geval van behoorlijk verantwoorde technische omstandigheden kan de verdeler" vervangen door de woorden "De verdeler kan";

2<sup>o</sup> in het vijfde lid, worden de woorden "dat vrij toegankelijk is voor alle gebruikers" ingevoegd na de woorden "enkel technisch lokaal";

2<sup>o</sup> bedoeld artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Binnen de gebouwen moet de leiding hogerop de watermeter over de hele lengte altijd zichtbaar zijn om een gemakkelijke uitvoering van onderhouds-, herstel- of vervangingswerken mogelijk te maken. Bij de installatie van een meterkastje, moet dit altijd toegankelijk blijven.

Met het oog op het behoud van de integriteit van de aansluiting en van de meter, is het verboden voor de gebruiker of de eigenaar om het even welk element van de door de verdeler geïnstalleerde aansluiting te ontmantelen, te verplaatsen, te wijzigen of te herstellen. De uit te voeren herstellingen op het gedeelte van de aansluiting dat aan de verdeler behoort, na een verkeerd gebruik door de eigenaar, worden door hem gedragen.

De binneninstallaties worden uitgevoerd rekening houdend met de kwaliteit van het distributiewater. »

**Art. 3.** Artikel R.270bis-2 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.270bis-2. De verdeler bepaalt het type en het kaliber van de meter naargelang van de behoeften van de eigenaar of van de verbruiker, alsook de technische voorschriften.

De aanvrager maakt zo nauwkeurig mogelijke informatie over zijn huidige en toekomstige behoeften aan water kenbaar. Voor de meters waarvan de nominale diameter hoger is dan of gelijk is aan vijftieng mm, kan de verdeler de meter verhuren.

De dimensionering houdt ook rekening met de kenmerken van het bestaande distributienet en met het tracé van de aansluiting. »

**Art. 4.** Artikel R.270bis-3 van hetzelfde Boek wordt aangevuld met de volgende zin :

« De verdeler kan in de tweevoudige aansluiting voorzien door beiden via één enkel aansluitpunt op de moederleiding aan te sluiten. Enkel in dit geval wordt de aansluiting van de brandblusleiding zo opgevat dat de verslechtering van de kwaliteit van het door de drinkwateraansluiting toegevoerde water voorkomen wordt via de installatie van minstens een erkende terugslagklep op het aanvangspunt van de brandblusleiding. »

**Art. 5.** § 1. In artikel R.270bis-5, eerste lid, tweede streepje, van hetzelfde Boek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- de woorden "op de datum van verandering van eigenaar" worden ingevoegd tussen de woorden "te delen" en "op grond";

- de woorden "of terzelfder tijd een meting door een personeelslid van de verdeler aan te vragen" vervallen.

§ 2. Artikel R.270bis-5 van hetzelfde Boek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Elke gebruiker brengt de verdeler op de hoogte van de datum van intrek in en van vertrek uit een aangesloten gebouw alsook van de index van de meter op deze datum en dit, binnen acht kalenderdagen. »

**Art. 6.** In artikel R.270bis-6 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden "R.270bis-13" ingevoegd tussen het woord "artikelen" en de woorden "R.314";

2° het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

« De verdeler stelt een lijst op van de aansluitingen die niet aan de voorwaarden van een regelmatige voorziening voldoen. »

**Art. 7.** In artikel R.270bis-10 van hetzelfde Boek worden de woorden "waarop de factuur is verzonden" vervangen door de woorden "van de factuur".

**Art. 8.** In artikel R.270bis-11 van hetzelfde Boek worden de woorden "waarop de factuur is verzonden" vervangen door de woorden "van de factuur".

**Art. 9.** Artikel R.270bis-13 van hetzelfde Boek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 270bis-13. Bij niet-betaling binnen de in de aanmaning bedoelde termijn kunnen de verschuldigde sommen van rechtswege met de wettelijke interesten verhoogd worden per maand vertraging na het verstrijken van de vastgelegde termijn.

De verdeler kan alle middelen van recht gebruiken om zijn schuldvordering te innen, met inbegrip van de beperking van het aan de gebruiker geleverd debiet.

Een debietbegrenzer kan worden aangelegd mits naleving van de volgende voorwaarden :

- als het gebrek aan betaling blijft voortduren, ontvangt de verschuldigde een schrijven waarbij hij wordt gewaarschuwd over het risico op beperking van het debiet binnen minstens dertig kalenderdagen te rekenen van de datum van het schrijven;

- tegelijkertijd brengt de verdeler het OCMW schriftelijk ervan op de hoogte;

- zonder redelijke verbintenis van de verschuldigde of van het OCMW betreffende het aanzuiveren van de schuld en dit, binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van de datum van het schrijven bedoeld in het eerste streepje, kan de verdeler verder gaan met de aanleg van een debietbegrenzer; hij brengt de verschuldigde op de hoogte van zijn beslissing om een debietbegrenzer aan te leggen en van de uitvoeringsvoorwaarden ervan;

- de verdeler beschikt over zeven kalenderdagen om de debietbegrenzer weg te halen na de volledige betaling van de verschuldigde sommen. »

**Art. 10.** In artikel 270bis-17, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005, vervallen de woorden "in het Waalse Gewest voor de abonnees en de gebruikers".

**Art. 11.** In artikel R.270bis-18 van hetzelfde Boek, worden de woorden "en R.270bis-13" ingevoegd tussen het woord "11" en de woorden "van dit hoofdstuk".

**Art. 12.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 augustus 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204559]

**31 AOUT 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'annexe IV  
de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles D.6-1, inséré par le décret du 13 octobre 2011 et D.19, § 1<sup>er</sup> ;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu le rapport du 14 avril 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 28 avril 2016;

Vu l'avis 59.444/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 juin 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la Directive 2014/101/UE de la Commission du 30 octobre 2014 modifiant la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

**Art. 2.** Dans l'annexe IV de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2007, le point I, 6, est remplacé par ce qui suit :

« 6) Normes pour le contrôle des éléments de qualité

Les méthodes utilisées pour le contrôle des paramètres types sont conformes aux normes internationales qui ont trait au contrôle mentionnées ci-dessous ou à d'autres normes nationales ou internationales garantissant des données de qualité scientifique et de comparabilité équivalentes.